Questions orales

Lors du dernier glissement, 70 acres de terrain adjacent au village ont été engouffrés. Des études ont révélé que le village entier pourrait glisser dans la rivière. Il faut changer le village de place, ce qui causera énormément de dérangement aux gens de ma circonscription. Ils auront besoin d'aide financière. Je sais que le gouvernement de l'Ontario s'efforce d'aider ces gens.

Je prie instamment Environnement Canada ou tout autre ministère ou organisme fédéral d'aider les habitants de Lemieux, dans la circonscription de Glengarry—Prescott—Russell. N'attendons pas qu'une tragédie comme celle de Saint-Jean-Vianney se produise avant d'agir.

LES DÉPUTÉS

HOMMAGES AUX DÉPUTÉS QUI NE SERONT PAS CANDIDATS AUX PROCHAINES ÉLECTIONS

M. David Daubney (Ottawa-Ouest): Monsieur le Président, je tiens à rendre hommage aujourd'hui à ceux de mes collègues qui ne seront pas candidats aux prochaines élections.

Ce sont les députés suivants: la présidente du Conseil du Trésor (M^{Ile} Carney) et les députés de Victoria (M. McKinnon), d'Okanagan-Nord (M. Dantzer), de Cariboo-Chilcotin (M. Greenaway), de Prince George-Bulkley Valley (M. McCuish), de Wetaskiwin (M. Schellenberger), de Red Deer (M. Towers), de Calgary-Nord (M. Gagnon), de Bow River (M. Taylor), de Qu'Appelle-Moose Mountain (M. Hamilton), de Lisgar (M. Murta), de Winnipeg-Assiniboine (M. McKenzie), de St. Catharines (M. Reid), de Stormont-Dundas (M. Warner), de Northumberland (M. Hees), de Durham-Northumberland (M. Lawrence), de Simcoe-Sud (M. Stewart), d'Elgin (M. Wise), de Bruce-Grey (M. Gurbin), de Cambridge (M. Speyer), de Prince Edward—Hastings (M. Ellis), d'Ontario (M. Fennell), de Joliette (M. LaSalle), de Saint-Jean (M. Bissonnette), de Langelier (M. Côté), de Labelle (M. Ladouceur), de Montmorency-Orléans (MIIc Blouin), de York-Sunbury (M. Howie), de Carleton-Charlotte (M. McCain), de Malpèque (M. Gass), de Cumberland—Colchester (M. Coates), de South Shore (M. Crouse), de New Westminster-Coquitlam (MIIe Jewett), de Cowichan-Malahat-Les îles (M. Manly), de Sudbury (M. Frith), de Saint-Michel—Ahuntsic (Mme Killens) et de Saint-Maurice (M. Grondin).

Je n'ai malheureusement pas le temps de rendre un hommage particulier à chacun et chacune de ces députés. Je me permets, toutefois, de citer cinq députés dont les longs et loyaux services méritent d'être soulignés de façon toute spéciale. Je veux parler du député de Durham—Northumberland, qui a siégé trente ans au total aux Parlements ontarien et fédéral, des trois députés de la promotion de 1957, soit les députés

de Qu'Appelle—Moose Mountain, de Cumberland—Colchester et de South Shore, et le député de Bow River, qui a siégé 48 ans en tout aux Parlements albertain et fédéral.

J'ai eu l'honneur de travailler ici avec ces députés. Même s'ils ne reviendront plus à la Chambre, nous n'oublierons pas la contribution qu'ils ont apportée au Parlement et au pays.

QUESTIONS ORALES

[Traduction]

L'APARTHEID

L'AFRIQUE DU SUD—LE DISCOURS DU PREMIER MINISTRE AUX NATIONS UNIES

Le très hon. John N. Turner (chef de l'opposition): Monsieur le Président, nous ne semblons pas très nombreux ce matin. J'ajouterais, au nom du député d'Oshawa, que je veux dire du côté du gouvernement.

Ma question s'adresse à la suppléante du premier ministre. Hier soir, j'étais à Winnipeg et je dois dire que les gens n'étaient pas du tout surpris que le premier ministre annonce, à New York, quelque chose au sujet de leur ville. Ils ont beaucoup apprécié.

Lors de son seul autre discours aux Nations Unies, le 23 octobre 1985, le premier ministre avait dit ceci à l'assemblée: «... s'il n'y a pas de changements fondamentaux en Afrique du Sud, nous sommes prêts à imposer des sanctions totales contre ce pays et son régime répressif. S'il n'y a pas de progrès dans le démantèlement de l'apartheid, nous devrons peut-être rompre totalement nos relations avec l'Afrique du Sud».

Lorsque le premier ministre a fait cette déclaration aux Nations Unions, il y a trois ans, il a reçu les compliments du monde entier. Toutefois, la vérité toute crue, c'est qu'il n'a pas tenu parole. Il n'a pas pris de sanctions totales contre l'Afrique du Sud. Il n'a pas rompu les relations diplomatiques.

Pourquoi le premier ministre n'a-t-il pas tenu la promesse qu'il avait faite aux Canadiens et au monde?

L'hon. Flora MacDonald (premier ministre suppléant): Monsieur le Président, en tant que Canadienne, je suis fière du discours que notre premier ministre a fait hier aux Nations Unies.

Des voix: Bravo!

Mlle MacDonald: Je voudrais citer les propos du premier ministre qui a dit: «Conformément à notre politique, qui est d'agir systématiquement et délibérément pour augmenter la pression sur l'Afrique du Sud, notre gouvernement a annoncé cette semaine de nouvelles mesures visant à renforcer l'interdiction de conclure des contrats du gouvernement avec des sociétés sud-africaines et à interdire la vente de produits de haute technologie».